

# POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

## Pourquoi l'économie du Québec affiche-t-elle moins de vigueur que celle du Canada?

Par Hélène Bégin, économiste principale, et Maëlle Boulais-Préseault, économiste

Depuis quelque temps, les statistiques économiques du Québec sont systématiquement plus faibles que celles du pays. En dépit d'une structure industrielle très diversifiée qui s'avère habituellement un avantage, le Québec tire de l'arrière sur le plan économique cette année. Le rebond postpandémique de la production automobile ainsi que la vigueur du secteur pétrolier profitent plutôt à d'autres provinces. De plus, les conséquences économiques des feux de forêt affectent particulièrement le Québec, qui est la principale province productrice de l'industrie forestière. Dans ce contexte, les perspectives économiques à l'échelle canadienne pour l'année 2023 sont à la traîne au Québec. Les tendances démographiques moins favorables qu'au pays jouent certainement un rôle, mais ce *Point de vue économique* permet d'identifier les sources de divergence parmi les principaux secteurs d'activité.

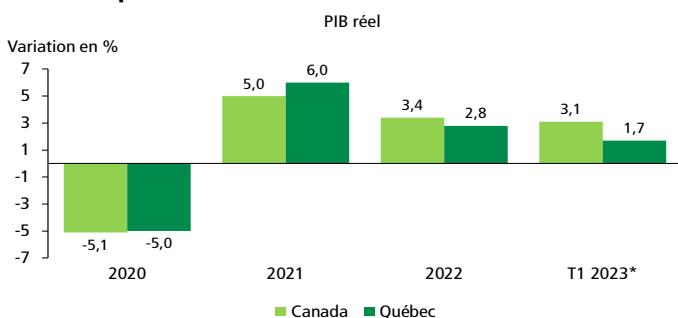
### L'économie du Québec au ralenti

Après avoir connu une évolution assez semblable à celle de l'économie canadienne pendant la pandémie, malgré certains soubresauts attribuables aux mesures sanitaires différentes à travers le pays, l'économie du Québec s'avère relativement faible depuis le début de l'année (graphique 1). La croissance trimestrielle annualisée du PIB réel de 1,7 % au premier trimestre est inférieure à celle de 3,1 % au Canada, surtout en raison de la faiblesse des exportations. Toutefois, les investissements des entreprises ainsi que les dépenses des ménages ont enregistré un rythme similaire au cours de cette période. Même si les chiffres trimestriels ne sont qu'un portrait à un moment précis,

la faiblesse de plusieurs secteurs d'activité qui persiste depuis quelques mois confirme le manque de vigueur de l'économie du Québec.

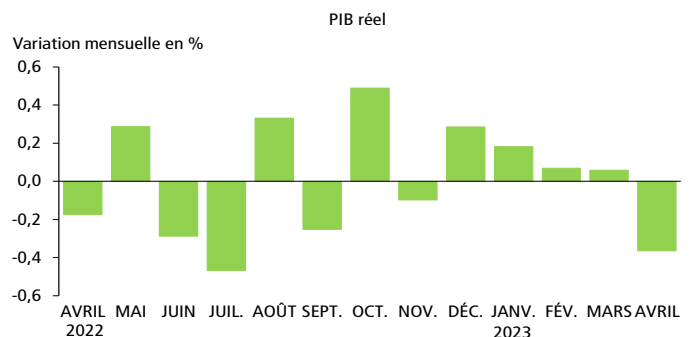
Le [PIB réel mensuel](#) par industrie a considérablement ralenti depuis le début de l'année et a même fléchi significativement en avril (graphique 2). La progression cumulative de janvier à avril 2023 se chiffre à 0,9 % comparativement à la même période l'an passé. Au Canada, le résultat atteint plutôt 2,3 %. Avec ce départ plus lent et les faibles possibilités d'amélioration à court terme, le Québec devrait être au bas du classement provincial cette année selon nos plus récentes [prévisions](#).

**GRAPHIQUE 1**  
L'écart de croissance économique se creuse entre le Québec et le Canada depuis le début de 2023



\*Variation trimestrielle annualisée.  
Sources : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

**GRAPHIQUE 2**  
L'économie du Québec manque de vigueur



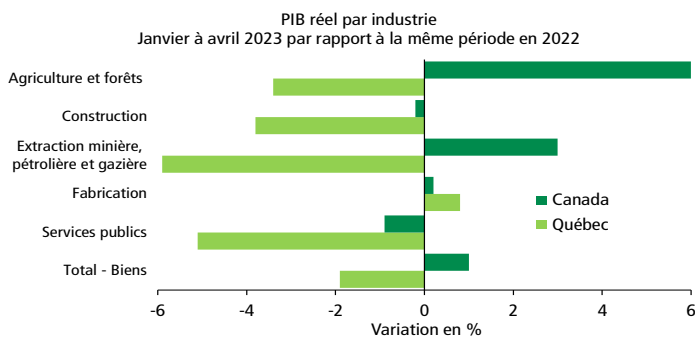
Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

### Quels secteurs expliquent cette sous-performance?

Sur le plan sectoriel, le bilan des quatre premiers mois de 2023 est sans équivoque : la faiblesse relative de l'économie du Québec touche les industries à la fois de biens et de services. Au cours de ces mois, la production de biens a fléchi de 1,9 % au Québec par rapport à la même période l'an passé, alors qu'elle a augmenté de 1,0 % au Canada. Les résultats de la province sont nettement inférieurs dans presque tous les secteurs des biens (graphique 3). L'industrie de la construction ainsi que celle de l'extraction des mines, du pétrole et du gaz affichent notamment un recul majeur au Québec. Le secteur pétrolier stimule l'économie de certaines provinces productrices, ce qui se reflète positivement dans les chiffres canadiens.

#### GRAPHIQUE 3

##### La faiblesse dans le secteur des biens est généralisée au Québec



Sources : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

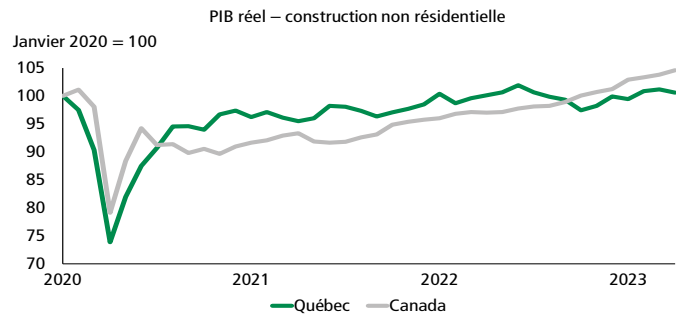
### Une dynamique différente dans la construction

Du côté de la construction, le secteur non résidentiel, qui a deux fois plus de poids que le segment résidentiel, est à l'origine de la sous-performance du Québec. L'activité dans le secteur non résidentiel connaît une progression beaucoup plus lente qu'au Canada depuis le début de l'année. Les dépenses en infrastructures sont importantes au Québec, mais plusieurs autres provinces ont récemment mis le pied sur l'accélérateur et bénéficient aussi des retombées de plusieurs projets industriels d'envergure. La construction non résidentielle s'était toutefois relevée beaucoup plus rapidement au Québec après le début de la pandémie et le manque de vigueur par rapport au pays est assez récent (graphique 4).

Selon le PIB par industrie, l'activité dans la construction résidentielle a diminué de 11,9 % au Canada et de 14,8 % au Québec pendant les quatre premiers mois de l'année. Malgré l'accélération de la croissance démographique, qui entraîne une pression additionnelle sur la demande de nouveaux logements partout au pays, la construction résidentielle est à la baisse (graphique 5). Le niveau restrictif des taux d'intérêt et les coûts de construction élevés ont considérablement réduit la capacité financière des promoteurs/constructeurs à démarrer de nouveaux projets d'habitation. Cela s'observe dans la chute des permis

#### GRAPHIQUE 4

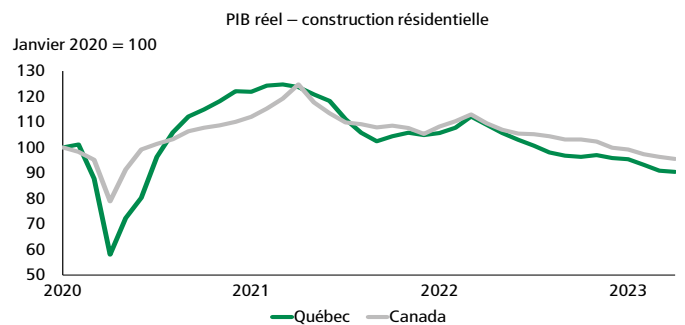
##### La construction non résidentielle a perdu son élan au Québec, mais poursuit sa croissance au Canada



Sources : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

#### GRAPHIQUE 5

##### La construction résidentielle s'affaiblit au Québec et au Canada



Sources : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

de bâtir en dépit d'un marché de l'habitation qui demeure relativement serré.

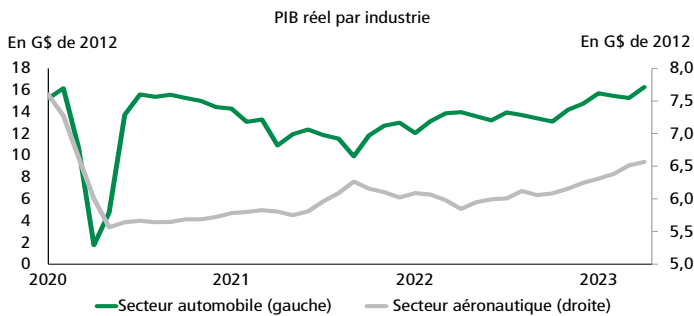
### Les poids lourds du secteur manufacturier

Ensuite, l'industrie automobile, qui est concentrée en Ontario, poursuit sa remontée grâce au retour à la normale des chaînes mondiales d'approvisionnement. Cela se reflète positivement sur la croissance de l'économie du pays. La production de véhicules et de pièces a d'ailleurs augmenté de 18,3 % au Canada de janvier à avril 2023 comparativement à la même période l'an passé. L'élan devrait se poursuivre d'ici la fin de l'année puisque les inventaires sont encore inférieurs au niveau atteint avant la pandémie. La production d'automobiles et de pièces représente environ 8 % du secteur manufacturier à l'échelle canadienne.

Plusieurs fournisseurs de pièces automobiles sont établis au Québec, mais l'importance de cette industrie s'avère relativement limitée. L'effet stimulateur est donc moins présent dans l'économie québécoise. Certaines industries majeures sont toutefois en croissance au Québec, notamment le secteur aéronautique, qui domine le palmarès des exportations de la province. La production de cette industrie a enregistré une hausse de 7,8 % au cours des quatre premiers mois de l'année

par rapport à la période équivalente l'an passé. Ce secteur poursuit sa période de convalescence postpandémique, tandis que le rebond du secteur automobile stimule davantage l'économie hors Québec, notamment en Ontario (graphique 6). De plus, le poids du secteur aéronautique dans le secteur manufacturier se chiffre autour de 10 % au Québec et de 3 % pour l'ensemble du Canada.

**GRAPHIQUE 6**  
**Au Canada, le secteur aéronautique se redresse moins rapidement que l'industrie automobile**

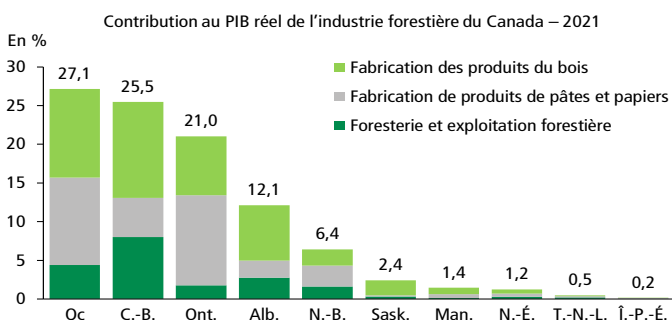


Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

**Perturbations des feux de forêt**

À très court terme, les conséquences des feux de forêt sur les industries de l'exploitation forestière, de la transformation du bois et des pâtes et papiers se feront particulièrement sentir sur l'économie du Québec. Ces industries ont une plus grande contribution au PIB que dans les autres provinces (graphique 7) et la vitalité économique de plusieurs localités au Québec en dépend étroitement. Près de 8 % des emplois et 12 % des exportations des industries productrices de biens proviennent du secteur forestier au Québec. Il reste à voir dans quelle mesure cela affectera les statistiques du PIB réel et à quel point les dommages causés par les feux nuiront à la reprise de ces industries dans les régions affectées. Pour l'instant, les données sont seulement disponibles jusqu'en avril, soit juste avant le début des feux de forêt qui ont entraîné la fermeture de plusieurs

**GRAPHIQUE 7**  
**Le Québec contribue le plus au PIB total des trois principaux sous-secteurs de l'industrie forestière canadienne**

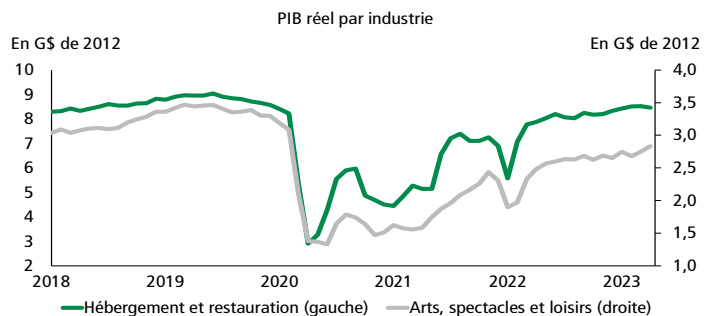


Sources : Ressources naturelles Canada et Desjardins, Études économiques

usines et l'évacuation de la population dans certaines zones des régions touchées. Les perturbations des feux se sont aussi étendues à d'autres industries, telles que le tourisme ou encore le secteur minier. Les chiffres à venir permettront de préciser les conséquences de ces perturbations sur l'économie du Québec. Plusieurs autres provinces, notamment la Colombie-Britannique et l'Ontario, qui ont été touchées par des incendies de forêt subiront aussi des répercussions économiques importantes.

Du côté des services, la croissance annuelle cumulative des quatre premiers mois de l'année se chiffrent à 1,9 % au Québec est moins rapide que celle de 2,8 % dans l'ensemble du pays. La faiblesse n'est toutefois pas généralisée parmi les différents secteurs des services et certains affichent même une croissance supérieure à celle du Canada. C'est le cas des secteurs du divertissement ainsi que de l'hébergement et de la restauration, qui sont encore dans la phase de récupération à la suite de plusieurs épisodes de restrictions ou de fermetures pendant la pandémie (graphique 8). Ils affichent une plus forte croissance qu'à l'échelle canadienne principalement pour cette raison.

**GRAPHIQUE 8**  
**Les secteurs fortement touchés pendant la pandémie continuent de se redresser au Québec**



Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

**Faiblesse localisée dans le secteur des services**

Le manque de vigueur dans le secteur des services s'explique principalement par le recul de l'activité dans le commerce de gros. À l'exception des produits agricoles et alimentaires, qui enregistrent une progression plus forte au Québec, toutes les autres catégories affichent une baisse nettement plus marquée. Est-ce le présage d'un ralentissement des dépenses de consommation qui affectera plus fortement le Québec ou tout simplement un niveau plus élevé des inventaires qui freine les achats des grossistes? Difficile à dire dans un contexte où l'industrie du commerce de détail affiche une meilleure croissance dans la province que dans l'ensemble du pays depuis le début de 2023. Au Québec, la situation financière moins délicate des ménages constitue un atout pour les consommateurs, mais la détérioration plus claire du marché du travail et la croissance démographique plus lente qu'au Canada s'avèrent moins favorables.

### Est-ce que cette divergence persistera longtemps?

La faiblesse qui afflige l'économie du Québec depuis le début de 2023 devrait se poursuivre durant encore quelques trimestres. La plupart des industries productrices de biens affichent déjà une tendance baissière et aucun élément ne laisse entrevoir une amélioration sous peu. La structure industrielle de la province empêche celle-ci de profiter pleinement du rebond de la production d'automobiles et de la vigueur du secteur pétrolier. La période de convalescence qui se poursuit dans le secteur aéronautique n'est pas suffisante pour peser dans la balance. Le secteur de la construction non résidentielle est également moins vigoureux qu'au Canada puisque plusieurs provinces investissent plus massivement dans les projets d'infrastructures. Les conséquences des feux de forêt affecteront particulièrement le Québec compte tenu de l'importance de plusieurs industries qui sont directement touchées. L'économie de la province devrait donc se détériorer à court terme, puis amorcer une reprise au cours de 2024.

Les points d'appui qui ont permis à l'économie canadienne de distancer le Québec seront toutefois moins solides d'ici quelques trimestres. Les difficultés croissantes de l'économie mondiale freineront l'élan du secteur pétrolier tandis que le secteur automobile perdra de la vitesse lorsque les inventaires seront reconstitués et que la demande nord-américaine de véhicules s'essoufflera. Le renouvellement en cours des conventions collectives des trois principaux fabricants au Canada pourrait toutefois perturber la production en cas de grève des employés.

Par ailleurs, la période d'accélération exceptionnelle de la croissance démographique dans plusieurs provinces devrait faire place à une progression plus stable. La pression sera par conséquent moins forte dans plusieurs secteurs, notamment les services qui reposent sur la demande des ménages. Après avoir commencé l'année 2023 en force, l'économie canadienne semble amorcer un ralentissement qui devrait être suivi d'une période de contraction. Par conséquent, la variation annuelle du PIB réel devrait être à peine positive au Québec et au Canada en 2024. Cela mettra un terme à l'écart qui s'est creusé au fil de 2023. Rappelons que la croissance prévue cette année se chiffre à 0,4 % pour la province et à 1,7 % au niveau national.

### Implications

La sous-performance économique du Québec suggère que le ralentissement de l'économie s'y manifeste plus rapidement que dans le reste du pays et qu'une période de récession de faible ampleur pourrait débuter un peu plus tôt. Cela devrait permettre de contenir prochainement les pressions inflationnistes qui sont plus persistantes au Québec. Le gouvernement pourrait être tenté d'apporter un soutien supplémentaire à l'économie à mesure que la conjoncture économique se détériore. Toutefois, la prudence s'impose dans le contexte où les hausses supplémentaires de taux d'intérêt appliquées par la Banque du Canada en juin et en juillet visent à ralentir davantage l'inflation. Avec un repli de l'économie qui devrait demeurer léger, le gouvernement devrait garder le cap sur des aspects plus structurants comme rehausser la productivité, l'investissement privé et la construction de logements.